

Université de rentrée de la Fédération du Morbihan. 20 septembre 2014. Sarzeau.

Porposition de l'atelier A :
Développement économique et démocratique de nos territoires

L'emploi est au cœur des préoccupations des Français. Le développement économique des territoires représente donc un axe majeur de la politique gouvernementale.

Les pouvoirs publics ont un rôle essentiel à jouer dans l'Economie : de pompier en temps de crise mais surtout de stratège de l'économie, penser l'avenir ne s'improvise pas, les orientations futures doivent être prises maintenant. Le modèle économique actuel est un fait mais aux vues de l'actualité il présente des limites et doit être amélioré. Là se trouve le défi des politiques de gauche. Il revient aux collectivités publiques, en ces périodes de morosité ambiante, d'innover, d'imaginer de nouvelles formules économiques, d'ouvrir l'avenir !

Elles doivent entre autres créer les conditions durables aux entreprises au niveau des infrastructures, de la formation initiale et continue et de l'aménagement de l'espace. Ainsi, une complémentarité et une cohérence doivent se créer et s'articuler entre les différents niveaux institutionnels : européen, national, régional et local afin de répartir les compétences. Cela engendrera une simplification des interlocuteurs et des procédures administratives pour les entreprises.

Le développement économique implique également un partenariat intense entre les pouvoirs publics et les entreprises : il est nécessaire de soutenir la vie des entreprises, d'encourager l'innovation et de mettre en réseau le tissu entrepreneurial des PME-TPE.

Mais surtout l'économie doit être au service de la communauté, elle doit être ancrée, connectée à un territoire et employée les hommes et les femmes qui y résident. Inclusive, l'économie peut alors revêtir différents visages : le modèle classique et celui de l'économie sociale et solidaire cohabitant pour apporter richesse et bien être collectif.